

CIBLE

Banque

Que le traité européen soit d'Amsterdam, de Nice ou de La Garenne-Bezons, et quels que soient les résultats des consultations électorales française ou hollandaise, la Banque centrale européenne restera prisonnière de son idée fixe (l'euro fort) et de son obsession : maintenir la stabilité des prix.

A Francfort, il importe peu que la monnaie forte soit facteur de récession dans la zone euro. La BCE est chargée de lutter contre l'inflation, non d'encourager la croissance, et l'inexistence (regrettable) de toute inflation salariale la justifie follement dans sa volonté de lutter contre son hypothétique retour.

Comme les gouvernements ont décidé que la BCE serait indépendante, cet organe supranational et extérieur à la démocratie a et aura obligatoirement le dernier mot.

La solution ? Lui assigner pour premiers objectifs la croissance et le plein emploi.

Et s'il n'y a pas d'accord européen sur ce point ? Alors, il faudra qu'un des pays membres de l'Union se décide à faire sauter la Banque. C'est beaucoup moins difficile qu'on ne le croit.

EUROPE

L'avenir d'un combat

Allemagne

Ce qu'elle devient

p. 6/7

BHL

Étude d'un agité

p. 8

Campagne de France

S'il faut tirer une conclusion à chaud de cette campagne référendaire, c'est qu'il n'existe pas aujourd'hui d'Europe politique.

Il n'y en avait pas trace dans la genèse du *Traité constitutionnel*. Compilé par une grosse commission sans mandat, il ne peut se prévaloir que du consensus des groupes de pression et de compromis techno-bureaucratiques. Pas davantage d'Europe politique dans le corps du texte : en retrait sur les visées fédéralistes et les promesses du traité de Rome, il n'esquisse d'avancées - président du Conseil, *euro groupe*, politique étrangère, rôle du Parlement, droit de pétition etc. - que virtuelles ou pour les placer plus fermement sous la tutelle de la Commission. Et celle-ci, au grand dam des règles de l'État de droit, cumule législatif, exécutif et juridique.

Enfin, c'est le plus étonnant à nos yeux, l'Europe, ce distillat des traditions politiques occidentales, n'a pas eu jusqu'ici de réponse critique, même positive, à substituer aux réflexes d'opportunité conformiste devant la *Constitution* qu'on lui octroie.

J'entends que les nations d'Europe partenaires de ce traité, interpellées dans leurs traditions de gouvernement et leurs exigences citoyennes, sont restées globalement muettes, lâchant ou préparant un petit *oui* honteusement, comme par hygiène. Bruxelles y avait pourvu en se gardant de recommander d'harmoniser les modes de ratification alors que celle-ci, historique, supposait la participation générale et simultanée des peuples. À l'heure de contracter un pacte les engageant pour un quart de siècle, ces messieurs/dames de la Convention disent avoir amplement débattu le sujet - les jeux sont faits ! - il est anti-européen de contester.

Serait-il possible, en cet âge d'or libéral, que la bonne vieille Europe (chrétienne et humaniste) du *libre échange* intellectuel et politique n'ait pas trouvé un seul canal d'expression disponible ? Ceux qui cultivent des amitiés ou lisent la presse chez nos voisins ont eu le vertige : au moment où le débat battait son plein en France, le sujet paraissait en

Allemagne... *exotique*. Et comment en était-il rendu compte souvent ? En repiquant les pires âneries de nos *élites* institutionnelles, économiques, médiatiques, artistiques - sur l'imbécillité du peuple, son illettrisme, ses angoisses névrotiques et les calculs suspects des personnalités engagées pour le non... Les poubelles de l'histoire stalinienne reprenaient du service, colorées en vert et en jaune pour faciliter à la décharge le tri sélectif des dissidents.

Quant aux majorités supposées du *oui*, elles étaient dissuadées d'en débattre par deux arguments : les tranquillisants - Faites-nous donc confiance... - et le transfert d'indignation vers les difficultés internes qui - comme on le sait - n'ont jamais aucun rapport avec la politique européenne. En Allemagne, le chômage, la détresse à l'Est, le rognage des garanties sociales, sont de purs isolats que sociaux-démocrates et Verts décrètent sans relation à l'ultra-libéralisme, sauf à finir au cachot comme Oscar

Lafontaine. En Italie, se débarrasser du sire Berlusconi est une fièvre obsidionale qui empêche même ces fins juristes de retoquer le torchon constitutionnel. L'Espagne, surprise en lune de miel avec Zapatero, a fait l'impasse mais commence à se demander si la chose n'aurait pas valu une discussion. L'Angleterre, en prochaine présidente d'une Union où elle picore à la carte, se voit donnant des leçons de conformité à la France avant de répudier elle-même la ratification...

Curieux music-hall que cette Europe ! Ses parades masquées vident peu à peu les nations de leur puissance politique sans la transfuser ailleurs, et les oligarques vendent à la découpe les palais nationaux. D'où le croissant exode des électeurs...

Sauf en France. Malgré le « *oui d'État* » et ses abus de position dominante, malgré le ralliement du PS (ou grâce à lui), le pays est entré dans la lice avec une liberté rafraîchissante. Foin des rites tribaux du FN et des aigreurs du MPF, les grands thèmes de la citoyenneté et de la maîtrise économique et sociale reprenaient la place qu'ils n'auraient dû quitter. Le prêchi-prêcha des pragmatiques s'est heurté à des révoltes pleines d'espérance, à un refus du fatalisme qui est la signature même du politique. Dans cette Europe en panne, vouée aux glissades molles et, demain, aux rejets brutaux, une oasis de modération civique étend ses palmes. Et qu'on ne déplore pas sa faiblesse : toujours minoritaire jusqu'à la victoire est la passion de résister et la capacité de regarder à l'horizon.

Luc de GOUSTINE

royaliste

BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Campagne de France - p.3 : Lamy des oligarques - Thaïlande - p.4 : Bataille autour du temps de travail - p.5 : Un G8 européen - p.6/7 : Une autre Allemagne - p.8 : Un si léger symptôme... - p.9 : Dominique de Roux - p.10 : Chandler - Le lieutenant de la frégate légère - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Notre Europe politique.

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €)

☐ six mois (30 €)

☐ un an (47 €)

☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Lamy des oligarques

Enfin une nouvelle salutare ! Un Français à la tête de l'OMC, c'est l'assurance que tout ira bien désormais. La preuve ? Un Français à la présidence de la BCE, n'était-ce pas déjà miraculeux ?

Pluie en novembre, Noël en décembre ! Ce qui est vrai en météorologie se vérifie en économie : les mauvaises nouvelles qui tombent comme des giboulées de mars sont chassées par le grand soleil estival - celui qui s'est levé depuis que Pascal Lamy est devenu directeur général de l'Organisation Mondiale du Commerce.

Pascal Lamy ? C'est ce haut fonctionnaire brillant qui a servi fidèlement Jacques Delors quand cet humaniste plaignait présidait aux destinées de la Commission européenne et installait les mécaniques ultra-libérales au nom des valeurs socialistes.

Lamy, Pascal ? C'est cet admirable Commissaire européen au commerce international, lui aussi inscrit au Parti socialiste, qui s'est dépensé sans compter pour nous mettre dans la grande broyeuse de l'ultra-libéralisme mondialisé.

Comme quoi, quand on place des Français dans de grandes institutions supranationales, ils abattent un sacré boulot ! Surtout qu'ils n'étaient pas seuls : il y avait Michel Camdessus (un homme bien sous tous rapports, conseiller du pape Jean-Paul II) et nous avons gardé notre Jean-Claude Trichet (lui aussi très bien mis, avec de pieux principes) à la Banque centrale européenne.

Comme pourrait dire Daniel Cohn-Bendit (Dany, c'est Pascal Lamy avec des cheveux) l'important ce n'est pas la rose, mais les valeurs à l'eau de rose - celles qui nous envoûtent lorsque Jacques, Pascal, Daniel

et Valéry (Giscard d'Estaing) se retrouvent chez Christine, le soir sur FR3.

Bon, je bavarde, j'étaie ma science des hautes sphères et j'oublie mon exposé en deux parties. Allons-y :

1 - Pluie en novembre

Reconnaissons qu'en mai, les nouvelles n'étaient pas bonnes. Croissance française faible au premier trimestre (0,2 % par rapport au dernier trimestre 2004), baisse de la consommation des ménages et des exportations. La zone euro, dans son ensemble, a une allure marécageuse et l'Italie se distingue en s'enfonçant sous les eaux - ce qui signifie que le pays est entré en récession. Bien sûr, il ne faut pas dramatiser : comme l'a dit Silvio Berlusconi, il y a eu en mars les vacances de Pâques, or « on ne peut pas aller à la mer et prétendre que le PIB va augmenter ».

Cette analyse d'une époustouflante rigueur m'incite à prier le gouvernement français d'empêcher les Français d'aller à la mer cet été pour faire remonter la croissance nationale.

2 - Noël en décembre

Désormais, la fête s'organise mondialement autour de l'ami Lamy. Pourquoi ?

Parce que ce brillant personnage est l'ami de tous les oligarques français et européens.

Parce que ce grand Européen n'aurait pas pu être élu à la direction de l'OMC sans l'aval des Américains - avec lesquels il s'entend comme larrons en foire globalisée.

Parce que ce social-atlantiste nous arrive comme un Père Noël qui a dans sa hotte plein d'analyses subtiles et de conclusions formidables.

Un exemple ? Le déficit commercial américain, ce n'est pas très grave : « *Ce qui est vrai, c'est que ces ajustements ont un impact sur la vie des gens et cette douleur peut se traduire par des réactions politiques qui comportent un danger protectionniste. Les Américains ont pris des engagements et ne peuvent pas appliquer du protectionnisme, à supposer que ce soit la solution* ». Autrement dit, l'important, c'est d'éviter le protectionnisme, pas la douleur des gens.

Un autre exemple ? Les délocalisations, ce n'est pas grave : « *Les pertes d'emplois liées aux délocalisations sont minimales et si l'Inde fait du boulot que d'autres faisaient avant, ça fait du pouvoir d'achat en Inde et ça entraîne le cycle vertueux qu'on connaît* ». Autrement dit, l'important, c'est l'équilibre : les pertes de boulot en Europe sont compensées par de la mise au boulot en Inde, c'est ça la vertu selon le Père Noël social-humaniste.

Encore un petit dernier ? La concurrence dans les services, c'est vraiment bien car « *normalement on doit pouvoir ajuster ça en montant dans l'innovation et la valeur ajoutée* ». Ainsi, on monte dans l'innovation comme on monte dans le bus. Merci, l'ami du genre humain, pour cette explication d'une parfaite scientificité. Ma parole, on dirait du Berlusconi !

Sylvie FERNOY

(1) Citations tirées de *La Presse Affaires* (Canada) du 2 mai 2005.

Thaïlande

Je reviens d'un Pays Lointain où le Roi a un jour fait construire une ferme dans le parc de son château.

Ce n'est pas un quelconque Hameau destiné à occuper les loisirs d'une Reine, qui d'ailleurs n'en a guère plus que lui. Il s'agit d'une ferme expérimentale à laquelle il apporte tous ses soins, entouré de paysans ingénieurs ou docteurs dans diverses disciplines. Ce sont des agronomes, hydrologues, chimistes, biologistes ou physiciens, qui prennent des brevets et mettent eux-mêmes en œuvre les résultats de leurs recherches dans les différents « projets du Roi ».

Depuis plus d'un demi-siècle celui-ci se préoccupe en effet d'améliorer les conditions de vie de la population, en particulier des villageois. Ces projets sont aujourd'hui menés à partir de quatorze sites différents répartis à travers tout le pays.

Ils portent notamment sur :
- la mise en œuvre d'énergies nouvelles : solaire, éolienne et biogaz ;
- la lutte contre les inondations par la reforestation et la construction de barrages permettant en outre l'irrigation de terres agricoles ;
- la protection de l'environnement.

Confronté à une période de sécheresse menaçant gravement la production agricole, il avait réuni auprès de lui dans son Palais d'Été un comité scientifique chargé d'exercer une veille climatique sur l'ensemble du pays et, depuis cette époque, il fait envoyer quand il le faut et là où il le faut des avions pour déclencher la pluie par pulvérisation d'iode dans les nuages.

Ainsi, au XXI^e siècle, il existe un pays où le Roi fait la pluie et le beau temps.

Paul VINCENT

Bataille autour du temps de travail

Rarement l'issue d'un vote du Parlement européen aura été autant attendue que celui du 11 mai dernier. Il est vrai que le contexte électoral français n'était pas étranger à une telle impatience. Les partisans du *oui* guettaient le signe que l'Europe sociale est une réalité ; les tenants du *non* attendaient la confirmation qu'il n'y a décidément rien à attendre de cette Europe.

Le 11 mai donc, les euro-députés étaient appelés à se prononcer sur le projet de directive sur le temps de travail présenté par la Commission en septembre 2004. Un texte officiellement destiné à réformer la directive de 1993 sur le même sujet, au nom de la santé des salariés, mais qui, dans les faits, n'a d'autre objectif que de revenir sur le jugement rendu par la Cour de justice des communautés européennes en faveur de médecins allemands restés présents à l'hôpital 72 heures de suite, et qui exigeaient d'être payés 72 heures. Une logique qui n'est pas celle de la Commission qui estime que les temps d'astreinte et de garde doivent être déduits du temps de travail et donc ne pas être payés.

Le projet de directive s'articule autour de trois mesures phares. La première concerne la possibilité de déroger, sur une base individuelle, à la durée maximale hebdomadaire de travail (fixée à 48 heures). Cette clause dite d'*opt-out* serait conditionnée à son autorisation préalable par convention collective ou accord entre syndicats et patronat. Fonder

la dérogation sur un accord individuel entre l'employeur et le salarié est, en soi, une injustice. Le rapport de force étant favorable à l'entreprise, le libre choix du salarié n'existe pas : on imagine mal un salarié refuser de travailler plus si l'entrepreneur le lui demande. C'est l'une des objections qui avaient été avancées contre la réforme des 35 heures en France au début de l'année. Cette dérogation avait été inscrite dans la directive de 1993 à la demande du Royaume-Uni et étendue en 2004 aux dix nouveaux pays.

Si la directive était adoptée, en l'état, la durée hebdomadaire du travail pourrait, ainsi, être portée de 48 à 65 heures dans l'ensemble des pays de l'Union européenne (UE). La deuxième mesure phare porte sur l'allongement de la période de référence pour le calcul de la durée moyenne hebdomadaire maximale, qui passerait de quatre mois à un an. Ce qui revient à annualiser le temps de travail. Quant à la troisième, elle concerne la période inactive de temps de travail de certaines professions : la boucle est bouclée.

Ce texte ne manquerait pas d'aggraver les conditions de travail. Toutes les recherches montrent qu'il existe un lien étroit entre l'augmentation du temps de travail et la fréquence des accidents et constatent une croissance exponentielle de ceux-ci à partir de la neuvième heure de travail.

Le Parlement européen, comme on pouvait s'y attendre, a donc choisi de remanier le projet de la Commission, en votant en première lecture la suppression totale, mais après une période de transition, de l'*opt-out*. Les eurodéputés ont également considéré l'ensemble des gardes comme du temps de travail, tout en laissant une marge de manœuvre aux États membres pour, sous certaines conditions, « comptabiliser différemment » le temps inactif. Les amendements adoptés par le Parlement sont donc bien timides. Et pourtant, la Commission a répété son opposition aux amendements proposés par le Parlement sur l'*opt-out* et le temps de garde. L'Unice (Union des Industries de la Communauté européenne), de son côté, dénonce le vote des eurodéputés sur le temps de travail en faveur d'une législation européenne plus protectrice pour les travailleurs, estimant qu'il nuirait aux objectifs de croissance et d'emploi que l'Europe s'est fixés. « La flexibilité dans le temps de travail, déclare l'organisation patronale européenne dans un communiqué,

est essentielle pour la compétitivité des entreprises, en particulier des PME (petites et moyennes entreprises) », estimant, par ailleurs, qu'elle est aussi dans « l'intérêt des travailleurs. » Même son de cloche à Downing Street où Tony Blair entend bien utiliser tous les recours qui lui sont offerts. Il a ainsi estimé qu'il existe « une minorité de blocage » au sein de l'U. E. pour s'opposer au vote du Parlement européen. « La concurrence à laquelle les économies européennes doivent faire face de la part de la Chine ou de l'Inde, par exemple, signifie que nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre d'abandonner notre flexibilité », a affirmé le Premier ministre britannique.

Du côté des opposants au texte de la Commission se trouve le Comité économique et social européen. Dans un avis adopté le 12 mai, cette instance consultative composée de membres de la société civile européenne, qualifiée de « recul » la proposition de Bruxelles et doute de « l'utilité de la proposition de la Commission pour atteindre réellement les objectifs » d'équilibre entre « la flexibilité et protection des travailleurs » et d'« une amélioration de la compatibilité entre vie professionnelle et vie familiale. » Et le texte de poursuivre : « On est en droit de se demander si l'*opt-out* individuel (...) est bien conforme aux objectifs de la nouvelle Constitution européenne en matière de droits fondamentaux. » La Charte des droits fondamentaux du projet de Constitution stipule en effet que « tout travailleur a droit à une limitation de la durée maximale du travail et à des périodes de repos journalier et hebdomadaire, ainsi qu'à une période annuelle de congés payés. » Preuve est faite, par cet organisme qui ne brille pas habituellement par ses prises de position révolutionnaires, que la Commission a bien l'intention de s'asseoir sur la charte des droits fondamentaux.

Épilogue début juin à Luxembourg : les Vingt-cinq doivent, en effet, se réunir pour examiner les propositions du Parlement.

Nicolas PALUMBO

Cité

n° 44

DOSSIER : « Maltraiter l'Europe ? »

- ◆ Le traité d'une Europe confédérale ? par Yann Kergloff
- ◆ Les enjeux du référendum constitutionnel par Jean-Louis Clergerie
- ◆ L'Europe, est-ce la fin de la nation ? par Michel Pinton
- ◆ L'Europe et la guerre par Bertrand Renouvin
- ◆ Modèle social européen : une mise à mort programmée... par Philippe Arondel

Prix du numéro : 7 €

Un G 8 européen

Il est urgent de reconstituer un concert européen en reconnaissant au-delà de toutes les institutions et organisations la nécessité de l'entente au sommet des Grands du continent.

Quel que soit le devenir du *traité constitutionnel* ou de ses avatars, les réalités continueront de s'imposer. Si l'on prend l'exemple des États-Unis d'Amérique, l'on sait bien que l'élection présidentielle se joue dans sept à huit États-clés. L'institution du G 7 devenu G 8 pour le groupe des pays les plus industrialisés est devenue un instrument indispensable en dépit de l'existence de l'Organisation des Nations unies et du Conseil de Sécurité dont le rôle est différent. À ce stade de l'état de l'Europe, l'évidence commence à s'imposer d'une instance du même genre, qui échappe aux catégories et aux responsabilités de gestion.

On a longtemps joué avec l'idée de *premier cercle*, de *noyau dur*, d'*avant-garde* et maintenant de *coopérations renforcées*, sans jamais être en mesure de conclure. L'idée d'un G 8 est foncièrement différente. Elle se situe délibérément en dehors des structures de l'Union. Les chefs d'État en ressentent confusément le besoin quand ils se rencontrent à deux (franco-allemand ou franco-britannique), à trois (le triangle de Weimar, France, Allemagne, Pologne, ou celui de Visegrad, Hongrie, Pologne, Tchéquie) ou à quatre (France, Allemagne, Russie, Espagne). Le risque de ces dialogues partiels ou de cette géométrie variable est la

reconstitution de ligues dissoutes, la création d'axes, les jeux d'alliances, les coalitions, tout ce qui a pesé sur l'Histoire européenne, et en général sur la diplomatie classique, jusqu'à ce que le traité constitutionnel vienne y mettre théoriquement fin. Mais qui peut sérieusement penser que l'Union en préviendra le retour ? Les discours tenus sur les droits de vote respectifs des États durant la campagne électorale, les additions auxquelles on s'est livré (en oubliant qu'au Parlement ce ne sont pas des blocs nationaux qui votent et que ces voix se divisent), nous auraient instruits s'il en était besoin.

Dans ces regroupements informels qui ont lieu ici et là, la France, l'Allemagne, la Pologne, le Royaume-Uni, paraissent incontournables. L'Espagne s'impose de plus en plus comme acteur à part entière. L'Italie a tendance à jouer *cavalier seul* mais cela tient beaucoup à la personne du *Cavaliere* (Berlusconi). On y ajoutera la Russie et la Turquie, et nous aurons fait le tour des huit. S'il le faut, on y admettra en prime le président de la Commission (ou le ministre européen des Affaires étrangères en puissance) ne serait-ce que pour faire bonne figure comme au G 8.

Cela vaudrait mieux que d'imaginer comme à l'ONU aller en permanence courtiser tel ou tel *petit* État pour additionner les suffrages sur les sujets les plus divers et les plus

baroques. N'a-t-on pas sérieusement envisagé l'an dernier lors de la question de l'adhésion turque que la France s'allie à l'Autriche, comme si Vienne était toujours capitale d'Empire ou plutôt en oubliant qu'elle l'avait été et que le roi et l'Empereur avaient (jusqu'au trop fameux et éphémère renversement d'alliances de 1756) toujours été des deux côtés de la barricade sur la question d'Orient ?

L'ancien Premier ministre espagnol Aznar s'était plaint que dans les conseils européens on ne parlait pratiquement plus de rien. En réalité, si l'on consulte leur ordre du jour, c'est plutôt le trop-plein, ce qui explique que l'on ne peut rien aborder librement, que l'on ne peut pas se parler au sens plein. Les nouvelles procédures prévues par le traité n'arrangeaient rien. Le politique est paralysé. De ce fait, le Roi communautaire est nu (1) qu'il y ait ou non consultation populaire.

Il faudra donc bien en sortir pour réellement se parler. Les chefs d'État ne doivent pas se limiter comme on ne doit pas en limiter le cadre aux seuls États-membres. À petite Europe égalité des petits États, mais qui favorise l'Empire selon le précédent bismarckien. À grande Europe concert des grands. Les deux logiques peuvent se compléter. Elles ne sauraient se confondre.

Yves LA MARCK

(1) Cf. Sylvie Goulard - « *Le Grand Turc et la République de Venise* » (Fayard, prix franco : 12 €) qui a trop voulu prouver contre le Turc ne réussit qu'à annoncer pour le modèle européen qu'elle veut sauver le sort de la République des Doges.

BRÈVES

◆ **ROUMANIE** - Le roi Michel de Roumanie, accompagné de la reine Anne, a effectué un pèlerinage de cinq jours en Europe, sur les tombes des soldats roumains morts durant la Seconde Guerre mondiale avant de se rendre à l'invitation du président russe Vladimir Poutine, pour assister aux cérémonies marquant la victoire sur les nazis. Le roi Michel est le dernier des chefs d'État encore en vie à avoir joué un rôle crucial pendant la guerre. Le 23 août 1944, alors que la Roumanie était en guerre contre l'Union soviétique aux côtés de l'Allemagne, le jeune roi Michel fit arrêter le maréchal pro-nazi Ion Antonescu, qui refusait de signer l'armistice avec les Alliés et deux jours plus tard, il déclarait la guerre à l'Allemagne, tandis que les troupes roumaines s'engageaient dans de sanglants combats aux côtés de l'Armée rouge. Selon les historiens, cette démarche, qui priva Hitler d'un allié de taille, permit d'écourter la guerre de quelque 100 jours.

◆ **MAROC** - Le roi Mohammed VI a annoncé, dans un discours radiotélévisé, le lancement d'une « initiative nationale pour le développement humain », présentée comme un « chantier de règne » contre la pauvreté et l'exclusion. Ce plan national à long terme comporte notamment la lutte contre le « déficit social » et la précarité, la promotion d'emplois stables et l'aide aux personnes les plus démunies dans le royaume. « De larges franges de la population marocaine et des zones entières du territoire national vivent dans des conditions difficiles et parfois dans une situation de pauvreté et de marginalisation », a souligné Mohammed VI. Le nouveau « projet social », a ajouté le roi, s'inscrit dans le prolongement d'un processus qui visait « l'élargissement de l'espace de libertés, de la promotion des droits de la femme, de l'enfance et des catégories sociales démunies et fragiles ». Le roi a invité les partis politiques à se mobiliser autour de cette initiative et a fixé un « rendez-vous dans les trois années qui viennent pour faire l'évaluation des résultats ».

◆ **ÉTHIOPIE** - Les premiers résultats des élections législatives qui se déroulaient en Éthiopie le 16 mai dernier commencent à être connus. Si le Front Démocratique Révolutionnaire du Peuple Éthiopien (EPRDF) semble devoir largement se maintenir au pouvoir (de nombreuses fraudes ont été signalées par la commission internationale de contrôle présidée par Jimmy Carter), l'opposition a considérablement progressé. C'est le cas notamment de la Coalition pour l'Unité et la Démocratie (CUD) qui remporte la totalité des 23 sièges à pourvoir dans la capitale Addis-Abeba. Cette coalition formée durant l'hiver 2004 rassemble quatre partis politiques dont les monarchistes du Parti de l'Union Démocratique Éthiopienne (EDUP) fondé par le prince Ras Mengesha Seyoum. Les deux autres partis monarchistes éthiopiens, Moa Anbessa (Lion Conquérant) et le Front National Éthiopien (ENF), ne présentaient pas de candidats.

Une au Allemagne

Édouard Husson est ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé d'histoire et docteur de l'université. Nous suivons avec un vif intérêt ses travaux d'historien et de politiste, qui portent sur les divers aspects, passés et présents, de l'identité allemande. Le nouvel ouvrage⁽¹⁾ qu'il consacre à notre voisin est provoquant au meilleur sens du terme : cette nouvelle Allemagne donne à réfléchir sur une autre politique européenne qu'il est urgent de définir.

On se trompe d'Allemagne, avec une inquiétante constance dans l'ignorance, la méconnaissance, l'erreur de jugement.

Qui, on ? La plupart des dirigeants politiques, de droite et de gauche, les experts patentés et bien entendu les grands médias qui, par paresse, projettent jusqu'à l'écoeurement le cliché du « couple franco-allemand ». Charles de Gaulle et Conrad Adenauer, Giscard et Schmidt, Mitterrand et Kohl, Chirac et Schröder : comme c'est beau, l'amitié entre les anciens adversaires !

Si nous ne trouvons pas le bon éclaircisseur, disons même le bon explorateur de cette terre angoissante et fascinante, nous risquons fort de réagir à la politique allemande avec vingt ans de retard, voire plus. L'exemple le plus trivial est celui de la « renaissance du nazisme », complaisamment mise en scène chaque fois que des bandes de voyous accompagnés d'adolescents en crise défilent en tapant sur des tambours.

Certes, il existe en Allemagne une extrême droite violente. Mais qui se souvient encore de Franz Schönhuber ? En fait, la société allemande est entrée dans un processus d'apaisement historique, qui marginalise les tentatives néonazies ou simplement populistes

malgré la réunification et la crise économique. L'explication bas-marxiste sur la mécanique du fascisme ne fonctionne pas. Et ceux qui continuent de fustiger les fantômes des Chemises brunes ignorent l'immense travail - découvert en France grâce au précédent ouvrage d'Édouard Husson (2) - que les historiens allemands ont fait sur le passé de leur pays.

De manière plus générale, la bêtise du déterminisme « néobainvillien » (3) paraît aujourd'hui évidente : la réunification n'a pas produit un nouvel impérialisme allemand dénoncé à grands cris par quelques agitateurs qui cherchaient leur clientèle dans un nationalisme français réveillé par leurs soins. Le seul aspect intelligent de cette mauvaise ruse était d'exploiter la peur de l'Allemagne qui, jusqu'à une période toute récente, a continué d'habiter nombre de Français.

La peur ou plutôt les peurs, pas assez reliées entre elles pour se transformer en une agressivité déclarée, facile à diffuser dans l'opinion publique. Peur, de longues années durant, de la puissance économique allemande présentée comme le résultat d'une organisation et d'une stratégie exemplaires. Peur de la monnaie allemande, du *mark fort* considéré comme la preuve de la confiance susci-

tée par l'économie allemande. Peur de la réunification, aiguisée par le fait que la classe dirigeante était persuadée que la division de l'Allemagne en deux États était chose bonne et durable. Peur de l'Europe « germano-américaine », dans diverses organisations militantes de droite et de gauche...

Après la Seconde Guerre mondiale un seul chef d'État français, Charles de Gaulle, domine ces réactions et discerne les évolutions profondes de la société et de la politique allemandes. François Mitterrand reste à certains égards pris dans les schémas anciens, ne parvient pas à empêcher la réunification et conclut sur le plan monétaire un marché de dupes dont la France est encore victime...

Il faut interrompre ici la présentation de ce livre d'un historien qui n'hésite pas à affirmer roidement ses thèses. Édouard Husson fournit une abondante matière historique enrichie d'une connaissance approfondie de l'Allemagne (il fut longtemps chercheur à l'*Institut für Zeitgeschichte* de Munich) à l'appui de conclusions qui sonnent parfois comme des sentences. À bien des reprises les rédacteurs et les lecteurs de *Royaliste* qui ont vécu les dernières années de la guerre froide et les deux septennats de François Mitterrand se sentiront sèchement

interpellés. Lors de la crise des euromissiles, sur le traité de Maastricht, pour ne prendre que ces deux exemples, avon-nous fait preuve d'un discernement suffisant ? Une autocritique collective demanderait un long travail qu'il nous faut différer - ce qui n'empêche pas chacun de faire, au fil de la lecture, son examen de conscience politique.

Il faut aussi remettre à des jours plus paisibles la critique des thèses économiques libérales qu'Édouard Husson présente avec une bienveillance qui nous paraît excessive. Bien entendu, la discussion des idées de Wilhelm Röpke et le débat sur l'étalon or se situent dans le domaine de la pensée économique classique, de ses auteurs éminents et des propositions rigoureuses - qu'il ne faut pas confondre avec les slogans balancés du matin au soir par les experts médiatiques. Comme le dit son principal théoricien (4), le libéralisme économique n'a rien à voir avec la « chienlit laisser-fairiste » qui est en train de ruiner l'Europe tout entière.

Ce trait polémique souligne la difficulté de mener un débat constructif sur les politiques économiques possibles car tous les concepts de l'économie d'intention scientifique ont été dénaturés ou anéantis. Les mots « économie sociale de marché » inscrits à la

tre gne

manière d'un slogan dans le *traité constitutionnel* ne traduisent en rien la *Sozial Markwirtschaft* comme le montre Édouard Husson dans un chapitre indispensable à la compréhension de l'Allemagne de l'après-guerre.

Les réalités libérales allemandes ont échappé à la plupart des dirigeants français ; les mêmes se sont par ailleurs gravement mépris sur le système social allemand - cité en exemple pour ses effets positifs sans qu'on s'intéresse aux structures qui les rendaient possibles. Et ceux qui redoutaient le « géant économique » allemand ont assisté sans mot dire à l'affirmation de la politique de puissance de l'Allemagne réunifiée sur le territoire yougoslave si vite fragmenté et ensanglanté.

Sur cette tragédie européenne, exploitée dans

notre pays par une poignée d'intellocrates niais ou cyniques, les jugements d'Édouard Husson sont à juste titre accablants. Oui, l'Allemagne a armé les milices croates agissant sous les ordres d'un dictateur négationniste et pratiquant, aussi activement que les milices serbes, le nettoyage ethnique. Oui, François Mitterrand s'est résigné au pire pour préserver la construction maastrichtienne. Oui, Jacques Chirac et Lionel Jospin se sont associés à l'agression contre la République yougoslave, cédant aux manipulations et aux provocations de Madeleine Albright et de Joseph Fischer.

Redoutant l'amalgame avec le nationalisme néo-maurassien et les stupidités sur la renaissance d'un impérialisme allemand cohérent et agressif, beaucoup en France n'ont pas

dénoncé la politique menée par l'Allemagne réunifiée dans les Balkans. Mais c'est Jacques Chirac et les jospinistes qui auront, les premiers, des comptes à rendre sur ce point.

Au catalogue des illusions et du suivisme français - à la limite du fatalisme pour ce qui concerne la Yougoslavie - il faut ajouter trois erreurs de jugements très répandues et bien mises en évidence par Édouard Husson :

- un chancelier catholique n'est pas nécessairement avantageux pour la coopération franco-allemande ;

- l'Allemagne n'est pas nécessairement vouée à s'entendre avec la Russie à notre détriment comme l'assurent les victimes du « syndrome de Rapallo » ;

- la puissance allemande n'est pas soluble dans la supranationalité européenne comme l'a cru François Mitterrand.

Cette exploration du subconscient national relève désormais du travail des historiens, car la crise allemande est en train de faire advenir une *autre Allemagne* - celle que les politiques doivent comprendre et avec laquelle il faut s'entendre.

Cette crise est provoquée par le coût impressionnant de la réunification, qui plombe l'Allemagne au lieu de lui donner le surcroît de dynamisme tant redouté et par l'effondrement du « modèle social allemand » sous les multiples effets de l'ultra-libéralisme. Ces faits, très inquiétants, ne doivent pas

masquer des évolutions politiques qui pourraient être décisives : le tournant de la diplomatie allemande en 2003 rend l'Europe tout entière sensible à l'affirmation d'une nation allemande œuvrant à l'édification d'une démocratie paisible à l'intérieur de ses frontières. Cette nation pacifique, qui contredit par son existence et dans son mouvement historique les théoriciens qui relient la nation, le nationalisme et le bellicisme, permet de concrétiser le projet d'une grande Europe confédérale, au sein de laquelle la France, l'Allemagne et la Russie sont appelées à jouer un rôle majeur.

Avec des nuances, des critiques et des réserves qui ne sont pas toujours les nôtres (sur la Turquie notamment), Édouard Husson montre que cette *autre Allemagne* est encore fragile et hésitante. Il désigne ainsi aux citoyens et aux futurs hommes d'État français les idées à soutenir et les alliances à nouer - par exemple avec ceux de nos voisins qui souhaitent le rétablissement d'une protection douanière de l'Union européenne.

L'Allemagne d'aujourd'hui renforce ainsi le projet d'une autre politique de coopération pour la paix et la prospérité en Europe. L'ouvrage d'Édouard Husson constitue à cet égard un remarquable document de travail, auquel les Français et les Allemands auront souvent à se référer dans les années qui viennent.

B. LA RICHARDAIS

❏ (1) Édouard Husson - « *Une autre Allemagne* », Gallimard, 2005, prix franco : 28 €.

❏ (2) Édouard Husson - « *Comprendre Hitler et la Shoah - Les historiens de la République fédérale d'Allemagne et l'identité allemande depuis 1949* », PUF, 2000, cf. *Royaliste* n° 764 - Prix franco : 23 €.

(3) Nous ne pouvons reprendre ici le débat sur l'œuvre de Jacques Bainville, qui fera l'objet d'une réflexion spécifique à partir de la préface de Patrice Gueniffey au « *Napoléon* » du grand historien monarchiste.

(4) cf. l'article que Maurice Allais, prix Nobel d'économie, a publié dans *Le Monde* du 14 mai 2005.



■ 12 septembre 1990 : signature de l'accord rétablissant la souveraineté de l'Allemagne réunifiée. Réunification dont l'Allemagne n'a pas fini de payer le prix...

Un si léger symptôme...

De tous les symptômes de la crise terminale des élites françaises, Bernard-Henri Lévy est le plus exaspérant et le plus léger. Philippe Cohen a l'immense mérite de l'examiner avec la compétence souriante et détachée d'un bon thérapeute.

Béhachelle, nous avions pris le parti d'en rire, lui discernant le titre du « charlatan suprême ». La moquerie calmait les colères sourdes et les rages impuissantes provoquées par les dégâts commis par cet agité phénoménal dans les Balkans et au Moyen-Orient, par les insultes et le mépris dont il accable des amis et des maîtres...

J'ai donc ouvert la biographie de Philippe Cohen (1) pour y chercher des arguments polémiques. C'est un tout autre livre que j'ai lu. Non pas le règlement de comptes attendu mais la réflexion sérieuse d'un journaliste qui parle comme un témoin, sans haine et sans crainte – mais avec courage.

Du courage il en faut, car Bernard-Henri Lévy est à lui seul une puissance impressionnante : comme l'élite à laquelle il appartient, cet homme intimide autant ceux qu'il séduit que ceux qui le défient. Mais ce n'est pas la même intimidation : les amis et les clients sont fascinés par l'argent, le bagout et le culot de « Bernard » alors que ses adversaires sont victimes de censures discrètes, d'agres-

sions verbales ou de simples mises en demeure.

Comme tous les puissants de l'heure, l'homme n'a pas besoin de faire preuve de ses capacités de nuisance pour qu'on se taise : avec lui, un contrat d'édition, un plaçou dans la presse amie, une chronique flatteuse sont de l'ordre du possible ; contre lui, on s'expose à l'isolement, à la calomnie, à la vengeance.

Philippe Cohen donne de nombreux exemples de ces méthodes, d'autant plus redoutables que BHL est à lui seul un système de domination, de contrôle et d'influence implanté au fil des trente dernières années dans le dispositif oligarchique. Son curriculum vitae apprend ou rappelle que l'homme est à la fois un milliardaire, un patron de l'édition, une « grande signature » de la presse parisienne, un parrain de l'intellocratie. Dans tous ces milieux, les réseaux de BHL sont solides et efficaces. Grâce à ses relations, ses débiteurs, ses alliés de l'heure et ses complices de toujours, l'ami Bernard peut jouer tour à tour (et parfois en même temps) au philosophe, au romancier, au militant engagé, au diplomate,

au cinéaste, à l'homme de théâtre et naturellement au comédien qui écrira d'ailleurs un ouvrage en forme de confession intitulé « Comédie ».

Dans la partie qui se joue depuis trente ans à Saint Germain des Prés, aucun de ses rivaux ne peut aligner autant d'atouts ni autant de cartes sur la table. Ni André Glucksmann, ni Alain Finkielkraut, trop spécialisés, pas assez riches et finalement trop intellectuels pour se consacrer entièrement à leur gloire médiatique.

Car nous voici au cœur du paradoxe bien analysé par Philippe Cohen : ce chef intellocrate a sacrifié sa carrière intellectuelle à son désir de maîtrise. BHL est le point d'aboutissement du système français, qui a fini par produire un « philosophe » sans pensée, un écrivain sans œuvre, un auteur engagé dans des causes trop contradictoires ou trop brièvement défendues pour qu'on puisse prendre au sérieux les convictions de cet ami déclaré du genre humain – surtout le genre fortuné.

Le « Nouveau philosophe » s'est placé sous le patronage de Marx, d'Althusser, de Derrida (et même de Heidegger), de Sartre, de Levinas... Le « grand écrivain » fut le mime bavard de Baudelaire, de Malraux, de Sartre encore et toujours. L'intellectuel bien parisien a joué tous les rôles et s'est joué de toutes les pensées de l'époque, sans que les philosophes et les chercheurs parviennent à le mou-

cher définitivement. Le militant a cherché sa guerre d'Espagne en Bosnie – mais pour se faire le promoteur d'un intégriste musulman soutenu par des bandes de tueurs qu'on retrouvera dans les réseaux de Ben Laden. Le « politique » sera roulé par Mitterrand et utilisé contre Michel Rocard, embarrassé par la « liste Sara-jevo ». Le « journaliste » sera pris en flagrant délit de mensonge lorsqu'il aura l'effroyable audace de publier un livre sur la mort de Daniel Pearl comme lorsqu'il se fit valoir comme l'ami de Massoud.

Voici plus de trente ans que Bernard-Henri Lévy est jeune, riche, beau, intelligent, cultivé, généreux avec ses amis, habile avec ses ennemis. Il aurait pu devenir un excellent marxiste, comme Daniel Bensaïd, ou un épistémologue réputé, faire un fort honnête romancier ou lier son nom à une grande cause. Pourquoi a-t-il tout sacrifié – sauf l'argent – pour *faire de sa vie une œuvre d'art* comme disent les esthètes ? Bientôt toute une vie passée à remodeler (par le mensonge) sa statuette, à poncer les éraflures, à se proposer à l'admiration de soi-même et d'autrui...

Les psychanalystes peuvent sans doute expliquer cette étrange attitude. Le simple observateur de nos mœurs observera que toute cette agitation conduit à un superbe échec. Désirer être Malraux et Sartre réunis, sans même parvenir à s'inscrire dans la chronique parisienne comme le neveu de Cocteau ! Détester la nation française, comme le souligne Olivier Cohen avec une dure justesse, et finir comme le plus franchouillard des essayistes germanoprats ! Vouloir être l'esprit d'une modernité sans esprit, alors qu'on entre dans la petite histoire comme symptôme léger de la crise finale de l'oligarchie...

Bernard-Henri Lévy ne serait pas devenu BHL, conclut Philippe Cohen, sans les complaisances des hommes d'État, sans les lâchetés des élites encore au pouvoir, sans la servilité de la critique. Tout est dit.

Maria DA SILVA

(1) Philippe Cohen, « *BHL, une biographie* », Fayard, 2005, prix franco : 22 €.

URGENCE...

Avez-vous pensé à la souscription ?

voir page 11

Dominique de Roux

Cette belle biographie que nous offre Jean-Luc Barré sur Dominique de Roux me rappelle que je n'ai jamais rencontré cet homme étonnant. De lui me reste la brève dédicace de son dernier roman qu'il m'envoya quelques jours avant sa mort. La lecture du *Cinquième Empire* m'avait assez frappé pour regretter d'être passé à côté de ce contemporain singulier, et de ne pas avoir échangé avec lui, comme il l'aurait fallu. L'amitié de Jacqueline, son épouse, et de Pierre-Guillaume, son fils, m'a, en quelque sorte, imposé sa présence énigmatique, sans que je puisse vraiment démêler en quoi j'étais proche ou séparé de cet écrivain à la réputation sulfureuse. L'ouvrage de Jean-Luc Barré m'aura donc été précieux pour faire une mise au point, sans que je puisse vraiment affirmer que l'énigme se soit complètement dénouée. Au moins, je saisis mieux sa nature et suis désormais capable de mettre en perspective les interrogations qu'impose une vie pleine et tumultueuse.

Comment caractériser le personnage ? Il vient d'une famille d'*Action française*, puisque son grand-père paternel, le marquis Marie de Roux, fut un des compagnons de Maurras. Mais les déchirures de la guerre et les conflits de l'après-guerre obligeaient le jeune homme (il était né en 1935) à se débattre, parfois violemment avec son passé, tout en recherchant les formules d'une insertion dans le présent. Il faut ajouter à cela que Dominique fut sans doute plus sensible à certains dérapages de l'occupation au-delà de l'attitude de l'A. F. pour concevoir une réelle fascination pour de grands maudits, tel Louis-Ferdinand Céline. On ne saurait sous-estimer sa relation avec Robert-Vallery Radot, le grand-père maternel de son épouse, dont la noblesse morale n'empêcha pas une réelle dérive collaborationniste. Son ami Georges Bernanos fut son meilleur avocat pour le protéger. Le profond attachement de Dominique pour celui qui termina sa vie comme moine ne pouvait qu'attiser son trouble pour une période où les siens n'étaient pas restés indemnes du pire.

La pensée et la sensibilité de l'écrivain ne seront jamais vraiment ordonnées par la discipline maurrassienne. À lire Jean-Luc Barré je ne suis même pas persuadé que l'intéressé ait vraiment lu Maurras. Ses goûts l'entraînent vers d'autres horizons et d'autres appétits intellectuels. C'est d'ailleurs ce qui est passionnant dans cet itinéraire qui n'est jamais balisé d'avance et qui se déporte au fur et à mesure des découvertes, des éblouissements, des interrogations. Autodidacte, Dominique de Roux est attiré par les mages, ceux qui ouvrent des perspectives souvent métaphysiques et côtoient les abîmes. Prisonnier d'aucun système, disciple d'aucune école, un instinct quasi sauvage le conduit vers des interlocuteurs tumultueux, décalés, souvent à la limite de l'hallucination puisqu'elle est proche de la divination. Le meilleur exemple est celui d'Ezra Pound, cet immense poète, insensé à la mesure de ses visions et de son génie. Indéfen- dable devant l'histoire, compromis comme il n'est pas possible, mais néanmoins contemporain capital. Il fallait

l'énergie, mais aussi la sûreté d'esprit du fondateur des *Cahiers de l'Herne* pour réintroduire en littérature ce maudit.

Le témoignage de Michel Beaujour qui fut associé à la préparation des *Cahiers* sur Céline, tel que Jean-Luc Barré le rapporte, permet de comprendre le magnétisme de Dominique de Roux : « *La hardiesse satirique, le tour paradoxal, la proclamation des partis pris, les jugements abrupts, la vivacité quantique de la pensée, l'enthousiasme soudain et la condamnation sans appel, l'autodidactisme aventureux et hautain, cet admirable habitus intellectuel, m'importaient plus, parfois, que le contenu des assertions.* » Ce n'est pas un maître au sens classique, mais un éveillé, un découvreur « *que rien de scolaire n'avait normalisé* ». La contrepartie de pareil tempérament, c'est la provocation, la polémique, les jeux continuels d'une interpellation où les interlocuteurs sont malmenés, parfois injuriés. De là naissent les mauvaises réputations. De Roux, comme à plaisir, laissait se former autour de lui ce halo d'infréquentable, notamment avec son terrible livre à l'enseigne de Louis-Ferdinand Céline.

par Gérard Leclerc



Que veut-il, que recherche-t-il ? La forme elliptique de sa pensée rend improbables les interprétations. Le sait-il toujours lui-même ? Mais il est en recherche, jamais en repos, et à vouloir déchiffrer tous les signes, il se peut qu'il se perde, non sans parfois se raccrocher à une plus sûre étoile. Jacques Maritain par exemple, le plus inattendu de ses interlocuteurs. Son projet d'un cahier sur *le paysan de la Garonne* n'aboutira pas, mais ce dernier n'a pas du tout été insensible à la demande. Le livre sur Céline l'a certes inquiété mais il y a perçu « *un exemple du malheur de notre temps* » et « *un cri de protestation dans la nuit* ». Ce n'était pas si mal vu. Dominique de Roux ne disait pas autre chose : « *Le visage des temps qui sont nôtres et dont nous ne sommes déjà plus, visage à jamais meurtri par la mélancolie de la fin, et celui de l'interrègne déclinant d'une saison automnale dans les cieux, sur terre.* » Ou encore : « *Autant dire que nous sommes parfaitement seuls. Seuls à l'égard de ce passé - Joyce, Ezra Pound, Céline, Artaud - et seuls aussi si ce n'est bien plus, à l'égard d'un présent qui n'est fait désormais, que de notre propre mort, de notre écartèlement sur le vide.* » On ne saurait parler de nihilisme, mais comme dans le cas de Malraux, d'une interrogation passionnée, à la limite de l'extrême tension. De Roux refuse l'enfermement métaphysique, et, au demeurant, la voie politique qu'il élaborera est étrangère au fascisme.

La dernière période de Dominique de Roux est dominée par son gaullisme. Un gaullisme très particulier, non estampillé, qui le rendra toutefois complice d'un gaullisme de gauche, celui qui refusera obstinément d'abolir dans le conservatisme pompidolien ce qu'il y avait de prophétique dans l'épopée du général. La formidable énergie que le fondateur de l'Herne avait déployée dans le domaine littéraire en imposant ou en révélant jeunes talents et génies refoulés, il va l'employer dans ses dernières années au service d'un projet politique, qui consiste à mettre le monde à l'heure de l'ambition gaullienne. Laissons aux lecteurs de Jean-Luc Barré l'intérêt de la découverte des aventures africaines de Dominique aux côtés de Joseph Savimbi, pour ne retenir, avec l'heure de la disparition prématurée de l'écrivain, que l'inassouvissement d'un destin non accompli.

■ Jean-Luc Barré - « *Dominique de Roux, le provocateur 1935-1977* », Fayard, prix franco : 28 €.

Chandler

Excellente idée que d'adapter Chandler en bande dessinée, d'autant que l'œuvre ainsi offerte au public est un inédit. À l'origine un scénario écrit entre 1946 et 1948 destiné à Universal International. Des restrictions budgétaires et les caprices de Chandler firent que le film ne fut pas tourné. Le scénario retourna à l'oubli. Ted Benoit au scénario et François Ayroles au dessin ressuscitent un récit au musc noir.

Une jeune femme si belle et vulnérable se retrouve seule à Vancouver où elle catalyse les passions. Un meurtre dans sa chambre d'hôtel. Naturellement la belle est suspecte d'autant que dans un passé récent son nom a été associé à une autre histoire de meurtre. L'inspecteur Kilaine, flic canadien au flegme tout britannique refuse l'évidence. Tel est le point de départ d'une intrigue sophistiquée comme les affectionnait Chandler, auteur américain dont on oublie trop souvent qu'il était anglais de naissance et de cœur. L'ambiance du récit est très nettement cynique et élégante. Chandler et Ted Benoit rivalisent, portant sur le monde un regard désabusé jusqu'à la touche finale pleine d'un suspens tout cinématographique.

Le dessin de Ayroles, en noir et blanc comme il sied à un roman noir, est marqué et donne la sensation du film. Les admirateurs de Chandler sont au comble du bonheur. Pour les autres c'est l'occasion de découvrir l'univers du gentleman de Los Angeles. Alors succombez sans retenue à ce plaisir absolu.

Bruno DIAZ

Raymond Chandler, Ted Benoit & François Ayroles - « *Playback* », Dénœl Graphic, prix franco : 20 €.

Le lieutenant de la frégate légère

« Cet ouvrage est un roman. J'ai toutefois tenu à respecter le plus possible l'histoire de la frégate La Méduse telle qu'elle apparaît lors du procès de son commandant et telle qu'elle a été écrite par les naufragés. » nous dit l'auteur, Catherine Decours.

Et quel splendide roman que cette histoire à la fois si simple et si tragique ! Le 17 juin 1816 une division navale de quatre bâtiments quitte l'île d'Aix près de La Rochelle afin de gagner le Sénégal que les traités de 1815 viennent de rendre à la France. À bord de *La Méduse*, aux ordres de Duroy de Chaumareys, plusieurs centaines de personnes : Julien Schmaltz, gouverneur désigné de la colonie, des ingénieurs, des géographes, des fonctionnaires, des soldats du bataillon d'Afrique et leurs officiers ; voilà pour l'Histoire. Pour la fiction, un couple : François, doux, paisible, parti enseigner le français à de petits Africains et Félicité, sa jeune épouse, aimante, intelligente, volontaire ; enfin un lieutenant du bataillon : Valmy – c'est son prénom – de Changy, pas particulièrement attirant.

L'histoire est classique. Un regard échangé, le cœur de Félicité est dévasté ; le coup de foudre. La jeune épouse s'éprend de l'officier, la voilà prise à en devenir folle, entre le bonheur paisible que lui apporte François et la passion dévorante que lui inspire Valmy. Le voyage suit son cours. Le commandant est un *rentrant*, nom donné à ces officiers nommés par Louis XVI, réintégré à la Restaura-

tion avec un grade correspondant à une carrière qui n'aurait pas été interrompue. Cet incapable n'a pas navigué depuis vingt-cinq ans. La flottille se disperse rapidement, l'inévitable se produit, lamentablement la frégate va s'échouer sur le banc d'Arguin pourtant bien connu des navigateurs.

La suite, c'est la fuite honteuse des notables, commandant en tête, dans les canots de sauvetage, c'est la construction du fameux radeau. Le jeune couple, *in extremis*, prendra place dans une barque légère conduite par le lieutenant Espiaux seul officier à avoir montré un vrai courage dans ce drame. Le frêle esquif parviendra à rejoindre la côte déserte d'Afrique, François sera tué en heurtant un récif. La petite équipe, au terme d'une marche épuisante, parvient à gagner Saint-Louis du Sénégal. Là, pour les rescapés aucune trace de Valmy. Est-il mort, simplement disparu ? Contre toute évidence commença alors, pour Félicité, une recherche, désespérée, exaltée, du moindre indice permettant de connaître le sort du lieutenant.

Naturellement l'affaire se dénouera, Félicité trouvera l'apaisement du cœur – et des sens ? Avec ou sans Valmy ? Le lecteur le saura en lisant la dernière page de cet admirable

récit. Par quel sortilège la banalité de cette aventure prend-elle l'allure d'une formidable épopée ? Naturellement le grand talent de Catherine Decours se manifeste à chaque page, le style est remarquable, la phrase splendide, le mot juste, à quoi s'ajoute l'hallucinant décor de cette tragédie qui a bouleversé la France d'alors.

En postface l'auteur a eu l'heureuse idée de donner quelques précisions sur ce que sont devenus les principaux rescapés, mais aussi deux personnages obscurs. René Caillié, seize ans, dont le nom restera, plus tard, associé à celui de Tombouctou ; celui de Jean Viaud, petit mousse de quatorze ans, qui périra des fièvres quelques mois plus tard, oncle d'un certain Julien Viaud, plus connu sous le nom de Pierre Loti.

Enfin ultime détail. Cette tragédie a inspiré au peintre Géricault sa toile *Le Radeau de la Méduse* fort admirée par Louis XVIII mais décriée par la presse. Après un séjour à Londres, l'immense tableau a réintégré le Louvre « *Rongé, gangrené par le bitume dont la toile avait été enduite, le célèbre tableau est en train de se détruire* ». Ultime naufrage.

Michel FONTAURELLE

Catherine Decours - « *Le lieutenant de la frégate légère* », Albin Michel, prix franco : 23 €.

Abonnez vos amis à l'essai :

3 mois = 4 €

Souscription

Il n'est de paucité inguérissable

Avec cette 9^e liste de souscripteurs, voici atteinte la moitié de l'objectif des 15 000 euros qui nous sont absolument indispensables pour boucler notre budget. C'est à la fois bien, puisqu'il nous reste un mois et demi pour parvenir au but, et pas bien, puisque nos amis les plus généreux et les plus motivés sont toujours les premiers à réagir et ont donc déjà fait parvenir leur obole. C'est donc à tous les autres de nos lecteurs que je m'adresse en espérant leur faire comprendre que cette souscription annuelle, qui nous est indispensable, est aussi pour nous une force : d'abord parce qu'en lisant la liste de nos soutiens on y trouve des noms connus qui – sans être royalistes – ont à cœur de voir perdurer notre entreprise, ensuite parce que cette souscription est le gage et la preuve de notre indépendance. A *Royaliste* il n'y a pas de mécène occulte, de publicités douteuses, de fil à la patte, comme dans tant d'autres publications. La plaie d'argent est peut-être notre faiblesse mais c'est aussi notre fierté.

A vous, nos amis lecteurs, de panser cette plaie...

Yvan AUMONT

9^e liste de souscripteurs

Claude-Eugène Anglade 53 € - A.B. (Hérault) 30 € - Paul Balta 15 € - Monique Baly-Petit 15 € - B.B. (Paris) 30 € - F.B. (Hauts-de-Seine) 103 € - Christophe Bertorelle-Calmettes 20 € - Philippe Brébion 100 € - Alain Besson 50 € - Ghjacumu Colonna 100 € - Michel Cornet 50 € - André de Crux 15 € - Philippe Dechatre 150 € - Jean-Michel Dejenne 23 € - Hélène Plouhinec 100 € - François DENOËL 100 € - Marc Desaubloux 50 € - Jean-Marie Diligent 20 € - Jean-Paul Dollé 50 € - Jean Dumas 30 € - Philippe Fermon 100 € - Albert Forget 20 € - Jean-Jacques Foucher 100 € - Christian Frater 50 € - Raoul Gaillard 20 € - Max Gallo 200 € - Pierre Goubert 50 € - François Hiss 30 € - Albert Jacquard 50 € - Alain Jouffroy 20 € - T.K. (Hauts-de-Seine) 10 € - Charles Lamarche 50 € - Jacques Lambalais 18 € - Didier Le Roué 50 € - Odette Lesca 20 € - Jean-Pierre Lopez 5 € - Philippe Marc 16 € - Jean-José Marchand 50 € - Christian Mory 100 € - François-Xavier Noir 50 € - Philippe Parisy 13 € - Jean-Christian Petitfils 80 € - Olivier-Henri Pfister 20 € - Philippe Prebet 50 € - Angèle de Radkowski 15 € - Jean Roy 20 € - Maeie Semenoff 50 € - Gregory Thomas 30 € - Axel Tisserand 100 € - Jean-Marie Tissier 20 € - Jean-Marie de Trémeuge de la Roussière 100 € - Paul Vauris 100 € - François Viet 50 € - Paul Vincent 50 € - Max Woelflé 50 €.

Total de cette liste : 2861,00 €

Total précédent : 4775,24 €

Total général : 7636,24 €

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale :
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet :
<http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 1^{er} juin** - Maître de conférence à l'Université de Paris X-Nanterre, **Emmanuel FAYE** a récemment publié un ouvrage (présenté dans *Royaliste* n° 858) qui suscite une violente polémique entre philosophes et entre professeurs de philosophie parce qu'il entend démontrer, preuves à l'appui, « **Le nazisme de Heidegger** ».

Si tel est le cas, il est indispensable de mener le débat sur plusieurs plans. Du point de vue de l'idéologie, comment envisager les conséquences d'un négationnisme radical ? Quant à la philosophie, peut-on encore dire qu'il existe une pensée heideggerienne ? Quant à l'éducation, peut-on encore enseigner Heidegger selon les anciens exposés sur son œuvre ? Quant à la diffusion

de l'œuvre, comment expliquer que les chercheurs émettent des critiques et faisant des révélations fassent l'objet de manœuvres d'intimidation et parfois de censures avérées ? Face à l'entreprise de nazification de la philosophie, peut-on espérer une réaction politique ?

● **Mercredi 8 juin** - Journaliste à *Marianne*, Philippe Cohen nous avait présenté son premier ouvrage, puis, en compagnie de Pierre Péan, la fameuse enquête sur « *La Face cachée du Monde* ». Il revient parmi nous pour présenter le nouvel objet de sa recherche : l'intellectuel médiatique par excellence, tel qu'il se manifeste depuis plus de trente ans sous les traits de « **Bernard-Henri Levy** ».

Pour ceux qui ont suivi le personnage depuis le début de sa carrière (et qui avaient assisté aux deux conférences qu'il a prononcées à nos Mercredis...) comme pour ceux qui veulent découvrir un des principaux acteurs du spectacle parisien, l'analyse de Philippe Cohen est décisive : elle montre que BHL est le produit d'un système dont il assure quelques mises en scènes mais aussi le promoteur de thèses résolument hostiles à la nation française et qui ne sont pas sans effets. Les raisons de cette haine sont la seule énigme de BHL, sur lesquelles il y a lieu de s'interroger.

FANIONS

Petits fanions de table aux armes de France. En rayonne de format 12 x 14 cm, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm. hauteur totale 28 cm. Prix franco : 8 €.

CONSEIL NATIONAL

La prochaine réunion du Conseil national de la NAR se tiendra à Paris, le dimanche 12 juin. Merci aux membres du Conseil national de prendre note de cette date.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Notre Europe politique

La campagne référendaire a souligné une évidence que les oligarques niaient avec un mépris de fer : les Français continuent de former un peuple politique, en dépit de tous les fractionnements qui ébranlent notre collectivité, malgré les logiques individualistes et par le magnifique mouvement de résistance aux intimidations qui les a soulevés.

Après avoir disserté sur le « déficit démocratique » au lendemain du référendum sur le traité de Maastricht, la classe politico-médiatique s'était empressée d'oublier ses repentirs et ses promesses pour en revenir à sa conviction intime : dans leur grande majorité, les Français sont indifférents aux grands enjeux politiques ou trop occupés par leurs petites affaires pour s'en mêler et ils attendent les explications de leurs élites ; quand une colère populaire explose, c'est seulement le résultat d'une mauvaise stratégie de communication !

Or le peuple français a montré que, lorsqu'une question politique lui était posée, il est tout à fait capable de lire, de comprendre et de critiquer les textes les plus longs et les plus obscurs. Il ne fait pas de doute que, si tous les peuples européens étaient consultés par référendum sur le « traité constitutionnel », ceux-ci feraient preuve des mêmes capacités d'analyse et de jugement.

J'attire sur ce point l'attention de nos amis européens : avec Jacques Nikonoff et les militants d'Attac, avec certains élus de gauche et quelques élus de la droite modérée, avec maints juristes et économistes, les parti-

sans du Non se sont livrés à un remarquable travail de clarification. Mieux : des propositions s'esquissent, insuffisantes à nos yeux (1), mais qui permettent déjà de poursuivre de manière beaucoup plus positive la lutte engagée.

Comment ?

Continuer, cela va sans dire, à penser et à agir en politiques, selon la dialectique de la résistance et de la révolution.



Cela signifie qu'il faut s'appuyer sur ce qui résiste. Depuis cinquante ans, les débats sur l'Europe, entre Français et avec nos partenaires européens, ont été obscurcis par les querelles entre fédéralistes et nationalistes, par les effets concrets puis par le souvenir de la guerre froide, par l'abandon des principes économiques (le tarif extérieur commun) qui rendaient la coopération possible, par les opérations en cours de destruction du modèle social européen.

Il est clair, maintenant, que les nations ont résisté à toutes les tentatives de « dépassement » menées dans la perspective d'une *intégration* pensée sur le mode fusionnel. C'est sur ces

nations qu'il faut s'appuyer pour mettre en œuvre une nouvelle politique pour toute l'Europe. Ce projet est d'autant plus réalisable qu'il se vérifie, depuis la réunification allemande et l'effondrement soviétique, que l'identité européenne s'affirme dans et par les identités nationales. L'Union européenne se renforce par l'affirmation de la nation allemande. L'Europe confédérale est un projet possible parce que la Russie cherche sa forme nationale, qui sera singulière : sur un continent affranchi des logiques impériales, le concert pacifique des nations sera plus facile à organiser que par le passé.

Il ne s'agit pas de faire comme si cette Europe des nations confédérées était faite. Le mouvement historique que nous souhaitons s'accomplit dans les difficultés, les contradictions et la violence, ce qui fixe la responsabilité des nations déjà apaisées : au lieu de cultiver les fantasmes et de lancer des anathèmes, aider nos amis russes et turcs, ainsi que les peuples de l'ancienne Yougoslavie, à trouver les chemins de la paix civile dans la perspective du développement continental, qui favorisera les associations et les coopérations avec l'Afrique, le Proche et le Moyen Orient.

Tel qu'il s'est esquissé au cours de la campagne, le projet européen implique des révolutions politiques dans les nations qui auront à jouer un rôle décisif lors de la mise en œuvre de la politique de reconstruction. Ceux qui auront à conduire ces mouvements doivent rompre personnellement et sans délai avec les hautes classes moribondes et s'engager sur un programme européen et national qui peut être précisé avant la fin de l'année.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. l'éditorial du n° 859 de *Royaliste*, publié sur notre site internet www.narinfo.fr.st